



Le naufrage du PS attise la crise de régime

Pour la France affaiblie, tout est à réinventer. Quand le chef de l'État, inoxydable et optimiste, vient à la télévision avec sa « boîte à outils », il expose un désarroi face aux bouleversements économiques, sociaux, culturels : ils font tout valdinguer, y compris son tournevis et sa clé de douze. Le mensonge d'État de Jérôme Cahuzac, qui a avoué mardi avoir dissimulé un compte (600 000 euros) à Singapour, n'est que l'aboutissement d'une crise politique qui s'ajoute aux autres. François Hollande, débonnaire et fuyant, ressemble à Louis XVI bricolant des horloges tandis que la Révolution déboule. Le président parle d'exemplarité et de concorde alors que le pays s'appauvrit,

se déchire, s'enflamme. Il sait forcément comment redresser les comptes de la nation et alléger la fiscalité qui pèse sur les ménages. Mais il aura toujours un prétexte pour différer son passage à l'acte.

Juillet 1789 ou moins gravement mai 1968 viennent à l'esprit devant l'incapacité du pouvoir à moderniser le pays et à rétablir la confiance. Les députés en sont, cette semaine, à tenter d'apporter un début de flexibilité dans les contrats de travail alors que la compétitivité s'est déjà imposée à nos voisins. Le chef de l'État réaffirme son intention d'inverser la courbe du chômage à la fin de l'année, alors qu'il sait cet objectif inatteignable sauf en trichant avec de dispendieux contrats subventionnés. Le PS, par la voix de sa porte-parole, Frédérique Espagnac, juge « inquiétante » la « radicalisation » des opposants au mariage homosexuel, qui « n'hésitent plus à opter pour une stratégie de la tension » et à « mener une guérilla contre les ministres ». En réalité, la crispation de l'opinion dépasse les contestataires de la loi Taubira. C'est le peuple qui fulmine.

Jean-Louis Borloo a raison quand il constate qu'« il y a le feu à la maison » et que Hollande est « totalement désemparé ». Mais les centres d'intérêt du président de l'UDI, qui s'arrêtent aux services à la personne, à l'artisanat et aux heures supplémentaires, sont marginaux en regard des ruptures à engager pour désendetter la France, pallier la faillite de l'État-providence, relancer l'économie. Quel homme politique avouera que la retraite par répartition ne sera bientôt plus capable de redistribuer l'argent qui fait défaut ? Qui osera remettre en question l'illégitime monopole de la Sécurité sociale, qui coûte plus cher au salarié qu'une assurance privée ? De plus en plus de citoyens assurent leurs vieux jours par la capitalisation ou se désengagent de la Sécurité au profit de systèmes européens plus rentables. Ces pionniers ouvrent la voie.

Les initiatives de la société civile sont autrement plus novatrices que les réussites des partis politiques. Cela fait un bail que le PS ne produit plus une idée,

sauf sous la dictée de minorités exaltées. Le « grand choc de simplification » annoncé par Hollande est une manière de reculer devant le grand choc tout court. L'UMP, minée par ses querelles, n'est guère plus en forme pour casser la baraque. C'est Frigide Barjot, talentueuse agitatrice, qui mobilise des centaines de milliers de Français et appelle à manifester à nouveau en mai. Peut-être est-elle même en train de consolider un socle commun avec les Français musulmans, dont elle sollicite le soutien dans sa défense de l'altérité dans le couple. Les élites veulent ignorer ces phénomènes. Elles radotent sur le retour aux années 1930. Mais c'est une société en ébullition qui écrit l'histoire. La plupart des hommes politiques sont largués.

Suffocante imposture

Dans cette société vif-argent, la mise en examen pour blanchiment de fraude fiscale de Jérôme Cahuzac est évidemment dévastatrice pour le monde politique ; singulièrement pour la gauche donneuse de leçons, déjà ridiculisée par l'affaire DSK. La « République irréprochable », survenue par le PS, accouche d'une suffocante imposture. Elle est due non seulement à l'existence du compte caché de l'ancien ministre chargé de traquer les fraudes fiscales, mais aussi à ses mensonges réitérés devant le chef de l'État, les députés, l'opinion. Cependant, il y a un air de famille entre la morgue de Cahuzac et les dénégations du pouvoir lorsqu'il est lui-même confronté à des évidences qu'il récuse. La parole politique n'a pas attendu les remords du repentir pour se disqualifier. Le jurjure de Cahuzac est le produit effrayant d'une pratique commune dans les rangs du pouvoir : quand un élu promet ce qu'il sait ne pouvoir tenir, il fait de l'abus de confiance et du mépris des gens une règle admise. Hollande a joué ce jeu. La suite n'est qu'une question de degré dans l'immoralité et le cynisme.

Le doute n'est d'ailleurs pas levé sur la connaissance qu'avaient le chef de l'État et son gouvernement de ce compte frauduleux, dont les traces circulaient

dans des rédactions depuis quelques mois. Le site Mediapart recueille les lauriers de ses accusations sans preuves, lancées il y a trois mois à partir d'informations fournies par un ancien adversaire de Cahuzac, dans le contexte aggravant d'un divorce vengeur. Mais il est permis de douter du procédé de ces dénonciations vengeresses, ici efficaces. Elles peuvent aussi faire du journaliste un calomniateur, comme dans les affaires Baudis ou Clearstream. Il est à noter que *Le Canard enchaîné*, également destinataire de certaines accusations, aura préféré jouer la prudence dont s'est dispensé ce média. Ce n'est pas à la presse de se substituer au juge. Or, les informateurs ont choisi, initialement, de contourner la Justice. Ce manque de confiance dans l'institution est un symptôme supplémentaire d'une démocratie malade.

La société civile a les clés

Le naufrage moral du PS attise et accélère la crise de régime et l'insurrection civique qui gagne les esprits. L'ensemble fait apparaître une nation qui étouffe et enrage de décliner. Selon un sondage publié hier, 70 % des Français estiment que le pays est en dépression à cause d'un « sentiment d'identité perdue ». Ces éléments, potentiellement explosifs, obligent le pouvoir paniqué à se remettre en question. Un probable remaniement n'y suffira pas. C'est tout un système qu'il faut débloquer, reconstruire. Certes, les esprits novateurs se font rares. Mais la société civile a une expertise et un bon sens qui ne demandent qu'à s'exprimer. C'est elle qui a les clés. Il suffit de les lui demander, notamment par référendum.

Mauvaise réforme

Depuis jeudi, les sénateurs examinent à leur tour le projet de loi sur le mariage homosexuel, qui suscite une opposition croissante. Auront-ils la sagesse de calmer les esprits, surchauffés un peu plus par l'effondrement éthique de la gauche ? Le PS prend le risque devant l'histoire de n'avoir su enfanter que cette mauvaise et inutile réforme.